

Inside Secure

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

(Exercice clos le 31 décembre 2012)

Aux Actionnaires
Inside Secure
41 parc Club du Golf
13856 Aix en Provence

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 tiennent compte de spécificités propres au secteur des nouvelles technologies dans lequel la société opère. C'est dans ce contexte, qu'en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 4 « Estimations et jugements comptables déterminants » des notes aux états financiers, la société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la reconnaissance du revenu, la dépréciation des actifs non financiers et plus particulièrement des goodwill et des autres actifs et passifs incorporels, les paiements fondés sur des actions, la juste valeur des dérivés et autres instruments financiers, et la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés.

Inside Secure

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012 - Page 2

Les modalités suivies à ce titre sont décrites dans la note 2 « Résumé des principales méthodes comptables » aux états financiers. Sur l'ensemble de ces estimations, nous avons examiné la documentation disponible, apprécié le caractère raisonnable des évaluations retenues par la direction de la société et vérifié que les notes associées à celles-ci donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

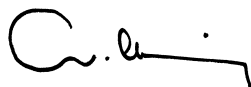
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Aix-en-Provence, le 5 mars 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Philippe Willemin
Associé

Antoine Olanda



Compte de résultat consolidé

En milliers de dollars	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2011	2012
Chiffre d'affaires	6, 7	151 468	122 047
Coût des ventes		(112 004)	(93 504)
Marge brute		39 464	28 543
Frais de recherche et développement	26	(34 536)	(35 370)
Frais commerciaux et de marketing		(18 175)	(18 010)
Frais généraux et administratifs		(9 817)	(9 630)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	27	(1 398)	(2 811)
Résultat opérationnel	6	(24 462)	(37 278)
Produits / (charges) financiers, nets	30	1 503	(258)
Résultat avant impôts		(22 959)	(37 536)
Charge d'impôts sur le résultat	31	(74)	51
Résultat net		(23 033)	(37 485)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(23 033)	(37 485)
Intérêts non contrôlés		-	-
Résultat par action :			
De base (en dollars)	17, 32	(1,06)	(1,19)
Dilué (en dollars)	17, 32	(1,06)	(1,19)

Etat du résultat global consolidé

En milliers de dollars	Exercice clos le 31 décembre	
	2011	2012
Résultat net	(23 033)	(37 485)
Autres éléments du résultat global :		
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	(105)	(345)
Couverture des flux de trésorerie	(1 773)	937
Différences de conversion	(351)	537
Autres éléments du résultat global	(2 229)	1 128
Total du résultat global	(25 262)	(36 357)
Résultat global revenant aux		
Actionnaires de la Société	(25 262)	(36 357)
Intérêts minoritaires	-	-
Total du résultat global	(25 262)	(36 357)

Bilan Consolidé - Actif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Goodwill	8	3 251	15 152
Immobilisations incorporelles	9	6 877	42 052
Immobilisations corporelles	10	16 812	12 810
Autres actifs non courants	15	7 287	16 163
Total des actifs non courants		34 227	86 177
Stocks	13	23 276	17 350
Clients et comptes rattachés	14	18 711	16 462
Autres actifs courants	15	10 474	6 669
Instruments financiers dérivés actifs	12	216	145
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	20 940	66 321
Total des actifs courants		73 618	106 946
Total de l'actif		107 845	193 124

Bilan Consolidé - Passif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Capital	17	11 369	17 822
Primes d'émission	17	133 021	225 570
Autres réserves	19	9 772	12 386
Report à nouveau	19	(73 535)	(96 568)
Résultat		(23 033)	(37 485)
Capitaux propres part du Groupe		57 594	121 725
Intérêts non contrôlés		-	-
Total des capitaux propres		57 594	121 725
Passif sur accord de licence - Part long terme	5	11 711	10 635
Dettes financières - Part long terme	21	963	6 902
Avances remboursables	22	852	3 443
Engagements de retraite	23	1 183	1 749
Total des passifs non courants		14 708	22 729
Passif sur accord de licence - Part court terme	5	1 168	1 583
Instruments dérivés passifs	11	1 348	179
Fournisseurs et dettes rattachées	20	29 977	28 335
Autres dettes liées à l'acquisition d'ESS	5	-	5 188
Dettes financières - Part court terme	21	357	808
Provisions pour autres passifs	24	318	754
Produits constatés d'avance	25	2 372	11 822
Total des passifs courants		35 542	48 669
Total du passif		50 250	71 399
Total du passif et des capitaux propres		107 845	193 124

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers de dollars	Part du Groupe				Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes d'émission	Autres réserves	Report à nouveau et résultat			
Au 1er janvier 2011	11 342	134 873	10 001	(73 535)	82 682	-	82 682
Résultat de l'exercice	-	-	-	(23 033)	(23 033)	-	(23 033)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	(105)	-	(105)	-	(105)
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	(1 773)	-	(1 773)	-	(1 773)
Différences de conversion	-	-	(351)	-	(351)	-	(351)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	(2 229)	(23 033)	(25 262)	-	(25 262)
Plans d'actionnariat salarié	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	2 000	-	2 000	-	2 000
Exercices de stock options, actions gratuites ou BSA	27	419	-	-	446	-	446
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	(2 271)	-	-	(2 271)	-	(2 271)
Au 31 décembre 2011	11 369	133 021	9 771	(96 568)	57 594	-	57 594
Au 1er janvier 2012	11 369	133 021	9 771	(96 568)	57 594	-	57 594
Résultat de l'exercice	-	-	-	(37 485)	(37 485)	-	(37 485)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	(345)	-	(345)	-	(345)
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	937	-	937	-	937
Différences de conversion	-	-	537	-	537	-	537
Total des autres éléments du résultat global	-	-	1 129	(37 485)	(36 357)	-	(36 357)
Plans d'actionnariat salarié	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	1 880	-	1 880	-	1 880
Exercices de stock options, actions gratuites ou BSA	-	361	-	-	361	-	361
Opérations sur capital	6 453	98 028	107	-	104 588	-	104 588
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	(5 840)	-	-	(5 840)	-	(5 840)
Actions propres	-	-	(501)	-	(501)	-	(501)
Au 31 décembre 2012	17 822	225 570	12 386	(134 053)	121 725	-	121 725

Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars	Notes	Exercice clos le 31 décembre	
		2011	2012
Résultat net		(23 033)	(37 485)
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10	6 829	6 797
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	9	2 089	2 538
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	27	1 713	-
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente	27	(829)	-
(Reprises) de provisions pour clients douteux, nettes	14	(5)	664
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks, nettes	13	2 824	151
Résultat sur cessions d'actifs		-	(13)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions		2 000	1 880
Variations de la provision pour engagements de retraite	23	281	144
(Produits) / Charges financiers, nets		805	18
Charge d'impôts sur le résultat	31	74	(51)
Variations des provisions pour risques	24	(354)	421
Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement		(7 605)	(24 936)
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks	13	(9 111)	5 873
Clients et comptes rattachés	14	1 013	2 243
Clients cédés	14	11 052	1 714
Autres créances		(1 748)	(368)
Crédit d'impôt recherche et subventions	15	(6 327)	(2 878)
Fournisseurs et dettes rattachées		2 535	(4 189)
Avances reçues sur commandes à livrer	25	-	6 460
Autres dettes		(498)	3 036
Flux nets de trésorerie provenant de (absorbés par) le besoin en fonds de roulement		(3 083)	11 891
Flux de trésorerie absorbés par l'activité		(10 688)	(13 046)
Intérêts reçus / (payés)		(128)	612
Impôts sur le résultat payés		(194)	(74)
Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité		(11 010)	(12 508)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'ESS, nette de la trésorerie acquise	5	-	(41 635)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	(4 367)	(2 119)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	9	(1 029)	(2 718)
Technologies en développement	9	(1 188)	(973)
Variation du passif sur accord de licence	5	(1 409)	(1 064)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(7 993)	(48 509)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits des opérations sur le capital	17	446	104 950
Frais externes liés à l'introduction en bourse	17	(2 039)	(5 840)
Avances remboursables	22	852	2 491
Financement du crédit d'impôt recherche	21	-	5 852
Location financement - Remboursement de la part en capital		(225)	(463)
Rachat d'actions propres		-	(501)
Dénouement des opérations de couverture de change		-	(161)
Variation du découvert bancaire		-	276
Flux nets de trésorerie générés / (absorbés) par les opérations de financement		(965)	106 604
Variation de trésorerie nette		(19 969)	45 587
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	16	41 178	20 940
Effet des variations des cours de change		(269)	(206)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	16	20 940	66 321
Eléments sans incidence de trésorerie :			
- Nouveau contrat de location financement		1 093	352

Sommaire

1.	Informations générales.....	8
2.	Résumé des principales méthodes comptables	8
3.	Gestion du risque financier	8
4.	Estimations et jugements comptables déterminants	23
5.	Regroupements d'entreprises.....	25
6.	Informations sectorielles.....	28
7.	Chiffre d'affaires	30
8.	Goodwill	30
9.	Immobilisations incorporelles.....	31
10.	Immobilisations corporelles.....	32
11.	Instruments financiers par catégorie	33
12.	Instruments financiers dérivés	34
13.	Stocks	35
14.	Clients et comptes rattachés.....	35
15.	Autres créances	36
16.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	38
17.	Capital.....	38
18.	Paiements fondés sur des actions.....	39
19.	Report à nouveau et autres réserves.....	44
20.	Fournisseurs et comptes rattachés.....	44
21.	Dettes financières.....	45
22.	Avances remboursables	45
23.	Engagements de retraite et avantages assimilés.....	45
24.	Provisions pour autres passifs.....	47
25.	Produits constatés d'avance	47
26.	Frais de recherche et développement.....	48
27.	Autres produits / (charges) opérationnels, nets.....	48
28.	Charges par nature	49
29.	Charges liées aux avantages du personnel	49
30.	Produits / (charges) financiers, nets	49
31.	Charge d'impôt sur le résultat.....	50
32.	Résultat par action	51
33.	Engagements.....	52
34.	Transactions avec les parties liées	53
35.	Evénements postérieurs à la clôture.....	53
36.	Périmètre de consolidation.....	53

Notes aux états financiers consolidés

1. Informations générales

INSIDE Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des semi-conducteurs en mode sans usine (« fables») et des logiciels embarqués dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité Secure Microcontroller Solutions (SMS) de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès conditionnel, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

Depuis le 17 février 2012, les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245. A cette occasion, la Société a réalisé une augmentation de capital de 104,5 millions de dollars (79,3 millions d'euros), prime d'émission incluse et avant imputation des dépenses liées à l'opération sur la prime d'émission.

Le 1er décembre 2012, le Groupe a acquis Embedded Security Solutions (« ESS »). ESS, un spécialiste de la sécurité, conçoit et développe des technologies en vue de constituer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance domiciliée en France. Son siège social se situe au 41, Parc Club du Golf, 13856 Aix-en-Provence cedex 3, France.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire du 5 mars 2013.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne. Les IFRS sont disponibles sur le site web de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés (contrats à terme et options) qui sont évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont exposés à la note 4.

2.1.1 Devise de présentation

Conformément au paragraphe 38 de la norme IAS 21, le Groupe a retenu le dollar américain (ci-après « dollar US » ou « dollar » ou « \$ ») pour la présentation de ses états financiers consolidés. Le dollar US est la monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure, monnaie dans laquelle est libellée la majorité de ses transactions. C'est également la monnaie principalement utilisée pour les transactions au sein du Groupe. La monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure Corporation (Etats-Unis) est le dollar US, le

dollar singapourien est la monnaie fonctionnelle INSIDE Secure (Asia) Pte Ltd, le Zloty est la monnaie fonctionnelle d'Inside Secure Sp.z.o.o. (Pologne), la livre sterling est la monnaie fonctionnelle de Vault-IC UK Ltd, et l'euro est la monnaie fonctionnelle de Vault-IC France SAS, INSIDE Secure B.V, INSIDE Secure Amsterdam B.V et INSIDE Secure Oy.

Les taux de conversion du dollar vers l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices 2011 et 2012 sont les suivants :

Dollar / euro	2011	2012
Taux de clôture	1,2939	1,3194
Taux moyens	1,3917	1,2858

2.1.2 Application des nouvelles normes et amendements aux normes publiées

Les nouvelles normes et amendements suivants dont l'application est obligatoire pour l'année en cours à compter du 1er janvier 2012 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 :

- Amendement à IFRS 7 relatif à l'information à fournir sur les transferts d'actifs financiers

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, dont l'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2013 :

- Amendement à IAS 1 relatif à la présentation des autres éléments du résultat global ;
- IAS 19 amendée Avantages du personnel notamment pour les régimes à prestations définies
- IFRS 10 Etats financiers consolidés / contrôle ;
- IFRS 11 Accords conjoints ;
- IFRS 12 Informations sur les participations dans d'autres entités ;
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur ;
- IAS 27 amendée Etats financiers individuels ;
- IAS 28 Révisée relative aux participations dans des entreprises associées ;
- Amendement à IFRS 7 relatif aux informations à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers.

Le Groupe estime que ces textes ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière. A ce stade, le Groupe n'est pas engagé dans des opérations d'investissement ou de recherche et développement avec des partenaires qui pourraient rentrer dans le champ d'application des normes IFRS 10 et 11.

2.2 Consolidation

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'acquisition, y compris les ajustements éventuels de prix. Les ajustements éventuels de prix ultérieurs au délai d'affectation de 12 mois après la date d'acquisition sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture en contrepartie du compte de résultat. Les frais accessoires liés aux acquisitions sont enregistrés en charges de la période sur la ligne « Autres produits /(charges) opérationnels, nets ». L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part

revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Le Groupe n'a ni intérêts minoritaires ni participations dans une entité nécessitant le traitement en mise en équivalence.

2.3 Information sectorielle

Les secteurs d'activité retenus dans l'information sectorielle correspondent aux secteurs d'activité présentés dans les rapports internes fournis aux décideurs opérationnels. Les décideurs opérationnels, responsables de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs d'activité, sont les membres du directoire, en charge de l'élaboration des décisions stratégiques. Le directoire est composé de cadres dirigeants du Groupe.

2.4 Conversion des opérations en devises

(a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités ("la monnaie fonctionnelle"). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars US, monnaie fonctionnelle de la Société et monnaie de présentation du Groupe.

(b) Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sur la ligne "Produits / (charges) financiers, nets".

Les pertes et gains de change relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnels dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées sont comptabilisés en résultat opérationnel.

Les pertes et gains de change relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation en dollar US au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros sont comptabilisés en résultat financier.

Cette méthode de présentation préférentielle en normes IFRS a été appliquée pour la première fois en 2012.

(c) Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe, dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque poste du compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens, sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en

vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions ; et

- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sur la ligne “Différences de conversion”.

2.5 Dépréciation des actifs non financiers et définition des unités génératrices de trésorerie retenues

Les actifs non financiers, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs non financiers à l'exception de certaines immobilisations incorporelles dédiées à des produits spécifiques (voir note 2.6), sont regroupés en unités génératrices de trésorerie qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

2.6 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

(a) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale associée à la date d'acquisition. Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réaliser des tests de dépréciation. Les unités génératrices de trésorerie ou Groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont affectés sont ceux susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill. La direction du Groupe a déterminé les unités génératrices de trésorerie comme les secteurs d'activité correspondants, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

(b) Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances de licences de propriété intellectuelle qui ont été transférées au Groupe dans le cadre de l'acquisition d'ESS correspondent aux redevances à percevoir au titre de technologies développées et licenciées antérieurement à la date du transfert. Le portefeuille de redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir est reconnu comme un actif incorporel dans la mesure où l'effort commercial et technologique a été réalisé par l'entité acquise avant le regroupement. Cet actif incorporel est amorti au compte de résultat sur la ligne « Coût des ventes » au rythme de la constatation du chiffre d'affaires correspondant.

(c) Portefeuille de commandes clients à livrer

Le portefeuille de commandes clients à livrer transféré au Groupe dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation correspond aux commandes passées par les clients antérieurement à la date du transfert. Le portefeuille de commandes clients à livrer est reconnu comme un actif incorporel correspondant à l'effort commercial réalisé par l'entité acquise avant le regroupement. Cet actif incorporel est amorti au compte de résultat sur la ligne “Frais commerciaux et de marketing”, le Groupe opérant suivant un modèle *fabless* et n'ayant pas à la date du regroupement, engagé de dépenses relatives à l'effort commercial ayant permis de générer le portefeuille de commandes client à livrer qui lui a été transféré.

(d) Technologies brevetées acquises

Les technologies brevetées acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Chaque technologie dédiée à un produit spécifique est individuellement soumise à un test de dépréciation basé sur les ventes projetées du produit correspondant lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de sa valeur comptable est mise en doute. Lorsqu'une technologie ne peut être associée à un produit spécifique, l'unité génératrice de trésorerie utilisée pour les tests de dépréciation est le secteur d'activité utilisant cette technologie.

Lorsqu'une technologie brevetée acquise n'est plus utilisée, la valeur brute correspondante et l'amortissement cumulé sont sortis de l'actif.

Les technologies brevetées acquises sont amorties au compte de résultat dans la ligne "Frais de recherche et développement" lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre de projets d'études et de conception de produits en cours de développement, ou en "Coûts des ventes" lorsqu'elles sont utilisées dans le processus de production.

(e) Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts supportés dans le but d'acquérir et de mettre en service les logiciels concernés. Ces logiciels inscrits à l'actif incluent ceux repris dans le cadre de regroupements d'entreprises. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

Les coûts associés au développement et à la maintenance des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

(f) Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les coûts correspondants aux développements de projets – conception et tests de solutions nouvelles ou améliorées - sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme.
- Le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé.
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent au Groupe.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif dans la mesure où le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point de certains programmes de développement précisément définis et qu'il bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

2.7 Immobilisations corporelles

Les locaux du Groupe sont constitués pour l'essentiel du siège social à Aix-en-Provence (France) et des installations d'East Kilbride (Ecosse) et de Rousset (France). Le site d'Aix-en-Provence abrite, outre les fonctions de direction générale et de support du Groupe, des départements ventes et marketing et recherche et développement. Le site d'East Kilbride regroupe des activités de recherche et développement et d'ingénierie. Le site de Rousset est dédié à la recherche et développement et au marketing. Le Groupe est propriétaire du bâtiment d'East Kilbride dans le cadre d'un bail emphytéotique et occupe des locaux en France dans le cadre de contrats de location simple.

Le mobilier et matériel administratif correspond aux équipements informatiques et à l'agencement des bureaux.

Le matériel comprend les équipements techniques dédiés aux activités de recherche et développement et aux activités d'ingénierie et de test. Le produit fini des activités de recherche et développement est matérialisé essentiellement par des jeux de masques utilisables en production. Pendant la phase de recherche et développement, les frais correspondants sont enregistrés en charges de l'exercice, ce qui revient à constater en frais de recherche et développement les jeux de masques développés en interne. Lorsque le *design* des masques est définitif, leur fabrication en vue de leur utilisation en production est confiée à des sous-traitants. Le coût associé est constaté en immobilisation. En outre, les masques acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés à l'actif du bilan. Ces masques sont amortis en "Frais de recherche et développement" lorsqu'ils sont utilisés dans le cadre de travaux de développement et de conception et en "Coûts des ventes" lorsqu'ils sont utilisés en production.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les frais de réparations et d'entretien sont constatés en charges au cours de l'exercice au fur et à mesure des dépenses encourues.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire afin de ramener le coût des actifs à leurs valeurs résiduelles sur leurs durées d'utilité estimées comme suit :

• Bâtiments	20 ans
• Installations et agencements	5 à 15 ans
• Matériels informatiques et R&D	1 à 3 ans
• Matériels et outillages industriels	1 à 5 ans
• Masques acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	2 à 5 ans
• Mobilier et matériels administratifs	3 à 8 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cessions d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé et sont comptabilisés au compte de résultat dans la ligne "Autres produits / (charges) opérationnels, nets".

Les actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de réaliser l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés par secteur d'activité, qui représente le niveau le moins élevé pour définir une unité génératrice de trésorerie.

2.8 Actifs financiers

2.8.1 Catégories

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat, prêts et créances, ou actifs disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs financiers. La direction du Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture, ces derniers étant alors classés en actifs non courants.

Le Groupe ne dispose pas d'actifs financiers disponibles à la vente.

2.8.2 Evaluation

Les variations de juste valeur des actifs financiers libellés en devises (certains actifs financiers du Groupe sont libellés en euros) résultant des différences de conversion sont comptabilisées au compte de résultat dans la ligne "Produits / (charges) financiers, nets".

2.8.3 Dépréciation

Pour les prêts et créances, le montant de la dépréciation est évalué en prenant en compte la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt initial. Le cas échéant, la valeur comptable de l'actif est ainsi diminuée et le montant de la dépréciation est enregistré au compte de résultat en fonction de la nature du prêt.

Si au cours de la période suivante le montant de la dépréciation vient à diminuer et que cette diminution peut être liée de manière objective à un événement survenu après que la dépréciation a été enregistrée, une reprise est enregistrée au compte de résultat sur la même ligne que la comptabilisation initiale.

2.9 Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférent dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme des couvertures d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les justes valeurs des différents instruments dérivés utilisés à des fins de couverture sont mentionnées en note 11. Les variations du poste "Couvertures de flux de trésorerie" dans les capitaux propres sont indiquées dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée en "Autres éléments du résultat global". Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat.

Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés comme actifs ou passifs à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Estimation de la juste valeur

Le tableau ci-dessous décompose les instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan. Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- L'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1).
- L'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2).
- Au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2011:

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	-	216	216
Total actifs	-	-	216	216
Passifs				
Dérivés de trading	-	-	350	350
Dérivés de couverture	-	602	396	998
Total passifs	-	602	746	1 348

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2012 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	41	104	145
	-			
Total actifs	-	41	104	145
Passifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	179	-	179
Total passifs	-	179	-	179

La juste valeur des instruments financiers échangés sur les marchés actifs repose sur le cours de l'instrument à la date de clôture. Un marché est considéré comme actif si les prix sont facilement et régulièrement disponibles auprès d'une place d'échange, un opérateur, un courtier, un groupe d'industrie ou une agence de régulation ou de cotation et si ces prix représentent des transactions régulières de gré à gré. Le prix coté sur le marché pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le cours d'achat actuel. Ces instruments sont inclus dans le niveau 1. Aucun instrument financier dérivé n'entre dans cette catégorie.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation privilégient l'utilisation de données de marché observables et s'appuient aussi peu que possible sur des paramètres internes au Groupe. Si les paramètres de valorisation les plus significatifs sont observables, l'instrument est inclus dans le niveau 2. Cette catégorie inclut les contrats à terme.

Si un ou plusieurs des paramètres de valorisation significatif ne repose pas sur des données observables, l'instrument est inclus dans le niveau 3. Cette catégorie comprend les options d'achats ou de ventes de devises.

2.10 Stocks

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré – premier sorti. Le coût des produits finis et des travaux en cours comprend le coût d'achat des « wafers » (tranches de silicium), les dépenses de sous-traitance d'assemblage, les autres coûts directs et les coûts de test des produits sur la base d'un niveau d'activité normal. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt et l'impact de la sous-activité. Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

Le Groupe comptabilise par ailleurs une provision pour dépréciation des stocks excédentaires ou obsolètes.

2.11 Clients et comptes rattachés

Les créances clients correspondent aux montants exigibles des clients pour les produits vendus et les services rendus dans le cadre normal de l'activité du Groupe. Elles sont classées en actif courant si l'échéance est inférieure à douze mois et en non courant en cas d'échéance à plus de douze mois.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur, une défaillance ou

encore un défaut de paiement sont considérés comme des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en "Frais commerciaux et de marketing". Lorsqu'une créance devient irrécouvrable, celle-ci est sortie de l'actif en contrepartie du compte de provision. Les recouvrements de créances précédemment sorties de l'actif sont crédités au compte de résultat sur la ligne "Frais commerciaux et de marketing".

2.12 Trésorerie placée dans des dépôts à terme, Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie placée dans des dépôts à terme correspond à des placements qui, bien que remboursables en totalité à tout moment, ne répondent pas à l'ensemble des critères de classement en équivalents de trésorerie qui ont été précisés par l'AMF dans le courant de l'exercice. En effet, les contrats prévoient l'application éventuelle de pénalités en cas de remboursement anticipé calculées en fonction de conditions de marché futures et donc incertaines. Le Groupe considère que cette trésorerie n'est pas nécessaire pour faire face à ses besoins à court terme et qu'en tout état de cause, les pénalités ne seraient pas significatives au regard des montants placés.

La rubrique "Trésorerie et équivalents de trésorerie" comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et avec un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au bilan, en "Dettes financières – Part court terme".

2.13 Capital social

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ou d'instruments de capitaux propres nouveaux sont présentés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

2.14 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent à des engagements de paiement pour des produits ou des services qui ont été contractés auprès de fournisseurs dans le cadre de l'activité normale du Groupe. Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont classées en passifs non courants si l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture ou en passifs courants si l'échéance est inférieure.

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement réévaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.15 Dettes financières

Les dettes financières comprennent des découverts bancaires classés en passifs courants. Les dettes financières incluent également les locations financement.

2.16 Impôt courant et impôt différé

La charge d'impôt pour la période comprend l'impôt courant de l'exercice ainsi que les impôts différés. L'impôt est reconnu au compte de résultat, excepté la part liée aux éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en contrepartie des capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également respectivement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays où les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. La direction du Groupe évalue périodiquement les positions prises dans ses déclarations aux administrations fiscales afin d'identifier les situations dans lesquelles les textes applicables sont sujets

à interprétation. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires. L'impôt différé provient des écarts temporaires découlant des investissements dans des filiales, sauf lorsque la date à laquelle la différence temporaire s'éteint est contrôlée par le Groupe et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'éteindra pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur de différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

2.17 Crédit d'impôt recherche et autres subventions publiques

Les crédits d'impôt recherche sont octroyés par différentes administrations pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique. Ces crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en diminution des "Frais de recherche et développement" au compte de résultat lorsque (i) le Groupe peut les encaisser indépendamment des impôts payés ou à payer, (ii) les frais correspondants aux programmes éligibles ont été encourus, et (iii) une documentation probante est disponible.

Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs" courants ou non courants en fonction des échéances des encaissements attendus.

Par ailleurs, des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Groupe enregistre ces subventions dans le compte de résultat en diminution des "Frais de recherche et développement" (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat en déduction des frais de recherche et développement) lorsque l'organisme octroyant l'avance a confirmé la dispense de remboursement. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

2.18 Avantages du personnel

(a) Engagements de retraite

Le Groupe dispose de régimes à prestations définies, principalement pour les employés français, et de régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les

prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation ou d'une indemnité de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont comptabilisés en capitaux propres en "Profits / (pertes) actuariels sur engagements de retraite".

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Le Groupe n'accorde pas d'autres avantages ou droits à ses employés lors de leur départ en retraite.

(b) Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin aux contrats de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de licenciement suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires.

(c) Primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre des intéressements et des primes, sur la base d'une formule qui tient compte du bénéfice revenant aux actionnaires de Groupe après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision lorsque qu'il y est contractuellement tenu ou lorsqu'il y existe une pratique au sein de la société créant une obligation.

2.19 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de rémunération basés sur des actions, pour lesquels le Groupe reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés. La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total à comptabiliser en charges correspond à la juste valeur des instruments octroyés :

- y compris toute condition de performance du marché (par exemple l'augmentation du prix de l'action) et conditions autres que celles liées à la période d'acquisition des droits (par exemple, l'obligation pour les employés d'épargner) ;
- à l'exclusion de l'impact de toutes conditions d'acquisition des droits liées à un service ou à des performances autres que celles du marché (par exemple, la rentabilité, les objectifs de croissance des ventes et la présence d'un employé de l'entité sur une période de temps spécifié). Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché ou qui sont des

conditions de services sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

La dépense totale est reconnue sur la période durant laquelle toutes les conditions d'acquisition des droits spécifiés doivent être satisfaites. À la fin de chaque exercice, l'entité réexamine le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres ("Paiement fondé sur des actions"). Lorsque les instruments sont exercés, la Société émet des actions nouvelles. Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes "Capital social" (valeur nominale) et "Prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

2.20 Provisions

Les provisions pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé avant impôt pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en "Produits / (charges) financiers, nets".

2.21 Passif incorporel sur accord de licence

Dans le cadre des regroupements d'entreprises, le Groupe peut reprendre des accords de licences intellectuelles nécessaires au développement et à la production de produits existants ou futurs. Le Groupe procède à une estimation de ces accords de licence sur la base de leur juste valeur dans des conditions normales de marché à la date d'acquisition. Lorsque les redevances à verser contractuellement excèdent leur juste valeur, le Groupe enregistre un passif incorporel correspondant à la valeur actualisée de la différence entre la meilleure estimation des redevances à verser sur la base du contrat et des ventes projetées et la juste valeur. Le passif incorporel est repris au compte de résultat dans la ligne "Coût des ventes", sur la base du rapport entre le nombre d'unités vendues au cours de l'exercice utilisant cette propriété intellectuelle et le nombre total estimé d'unités vendues. Les hypothèses relatives aux estimations de vente sont revues de manière régulière.

2.22 Reconnaissance du revenu

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Le Groupe comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe décrite ci-après.

Le Groupe commercialise des circuits intégrés et des solutions.

- (a) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour,

d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu pour les produits à la livraison lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe et déterminé et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

(b) Reconnaissance du revenu – Activités de services

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable.

Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

(c) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients du Groupe. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, le Groupe s'appuie principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

(d) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

(e) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

(f) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, le Groupe détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

(g) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

2.23 Coûts des ventes

Le coût des ventes est principalement composé des coûts de production des produits et solutions vendues, incluant le coût d'achat des wafers, les dépenses d'assemblage sous-traitées, le coût des activités de tests des produits, les redevances et les autres coûts directs attribuables.

2.24 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions ordinaires émises. Le résultat par action dilué est quant à lui obtenu en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions ordinaires émises, ajusté des effets des actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action.

Une réconciliation entre la moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires sur la période et la moyenne pondérée du nombre d'actions sur la période ajusté des effets des actions ayant un effet potentiellement dilutif est présenté en note 31.

2.25 Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location en vertu desquels le Groupe assume une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en contrat de location financement. Les locations financement sont activées à la date de début du contrat pour le montant le plus bas entre la juste valeur du bien en location et la valeur actualisée des paiements minimum contractuels.

3. Gestion du risque financier

3.1 Facteurs de risques financiers

La politique de gestion des risques du Groupe se concentre sur le caractère imprévisible des marchés financiers, et cherche à en minimiser les effets potentiellement négatifs sur sa performance financière.

Le directoire communique les principes généraux de gestion des risques tels que le risque de change, le risque de crédit et le risque de liquidité.

(a) Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises différentes du dollar US, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

Le résultat opérationnel et les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

Par exemple, en cas de variation de cette parité de + 10% ou de - 10%, le Groupe estime, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, que l'impact, en termes absolus, aurait été de 382 milliers de dollars sur son résultat opérationnel et de 300 milliers de dollars sur les capitaux propres. Afin d'atténuer ce risque, le Groupe a mis en place une politique de couverture du risque de change pour préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Le Groupe atténue son exposition à la fluctuation des cours de change en faisant coïncider au maximum ses entrées et sorties de trésorerie dans une même monnaie, obtenant ainsi une couverture naturelle. Le Groupe utilise également des instruments financiers dérivés comme des contrats à terme de change et des options d'achats ou de ventes de devises afin de se couvrir contre la fluctuation des cours de change.

(b) Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

(c) Risque de liquidité

Les prévisionnels de trésorerie sont réalisés par le service financier. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

Ces prévisionnels prennent en compte les plans de financement du Groupe. Le surplus de trésorerie du Groupe est placé sur des comptes courants rémunérés, des dépôts à terme ou des valeurs mobilières de placement en choisissant des instruments à maturité appropriée ou présentant une liquidité suffisante afin d'assurer la flexibilité déterminée dans les prévisionnels mentionnés ci-dessus.

Le Groupe a mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor pour une durée de deux ans reconductible, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan.

3.2 Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, reverser du capital aux actionnaires ou émettre de nouvelles actions.

4. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

(a) Reconnaissance du revenu

Le Groupe tire principalement ses revenus des ventes de produits et de solutions ainsi que des redevances de licence. La date de reconnaissance du revenu et son montant dépendent des termes spécifiques des dispositions prises avec les clients (transfert des risques) et de la nature des livrables et obligations. S'agissant des redevances, le Groupe ne dispose généralement des confirmations formelles du niveau des ventes réalisées par les clients que dans le trimestre suivant les livraisons des produits. La détermination du correct montant de revenu à reconnaître implique certains jugements et estimations que la direction du Groupe estime raisonnables, mais les données réelles peuvent différer de ces estimations.

(b) Immobilisations et passifs incorporels

Les immobilisations et passifs incorporels sont relatifs à l'acquisition de technologies brevetées, à des portefeuilles de commandes à livrer, et à la reconnaissance des redevances de licences de propriété intellectuelle. A la date d'acquisition, ces actifs et passifs sont reconnus pour leur juste valeur ce qui requiert certains jugements et estimations que la direction du Groupe a jugé raisonnables. De manière régulière, le Groupe réévalue la juste valeur de ces immobilisations et passifs incorporels pouvant conduire à constater une provision pour dépréciation, une provision complémentaire ou un amortissement accéléré.

(c) Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options permettant d'acquérir des actions de la Société et d'autres instruments sur capitaux aux membres de la direction du Groupe, à certains employés et à des tiers à la Société. La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur un modèle de valorisation d'options (Monte Carlo ou Black and Scholes) qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la juste valeur des titres de la Société, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.

(d) Juste valeurs des dérivés et autres instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif, par exemple, dérivés de gré à gré, est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Le Groupe utilise son jugement afin de sélectionner une variété de méthodes et définit des hypothèses principalement fondées sur des conditions de marché existantes à chaque clôture.

(e) Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés

Le Groupe est assujéti à l'impôt sur les bénéfices en France et à l'étranger dans le cadre de ses activités internationales. Les lois fiscales sont souvent complexes et sujettes à différentes interprétations par le contribuable et l'autorité fiscale compétente. Le Groupe doit effectuer des jugements et interprétations sur l'application de ces lois lors de la détermination des provisions pour impôt à payer.

Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit faire appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable. Cette analyse s'applique juridiction par juridiction, la règle généralement appliquée consistant à ne reconnaître les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits reportables que lorsqu'une entité a généré des profits taxables sur deux années consécutives.

5. Regroupement d'entreprises

Secure microcontroller solutions

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité *secure microcontroller solutions* (« SMS ») de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

Le goodwill constaté à la date de la transaction d'un montant de 2 993 milliers de dollars a été affecté intégralement au segment « Sécurité numérique ». Compte tenu de la performance financière de ce segment, la direction du Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill au titre d'éventuelles pertes de valeur. La variation du goodwill à 3 251 milliers de dollars au 31 décembre 2011 puis à 3 246 milliers de dollars au 31 décembre 2012 provient exclusivement des effets de change, une partie des actifs et des passifs acquis étant rattachée à des entités ayant une monnaie fonctionnelle différente du dollar US.

Dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition, le Groupe avait reconnu un certain nombre d'actifs identifiables incorporels et corporels, notamment liés à des technologies brevetées, à un portefeuille de commandes à livrer et à des masques. En outre, le Groupe avait constaté un passif correspondant à un accord de licence défavorable. L'impact des amortissements des actifs identifiables incorporels et corporels et des reprises sur le résultat du passif sur accord de licence pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 s'analyse de la façon suivante (montants en milliers de dollars) :

Elément	Ligne du compte de résultat	2011	2012
Amortissements des masques	Coût des ventes	(2 835)	(2 462)
Amortissements des masques	Frais de recherche et développement	(552)	(681)
Amortissements des technologies brevetées	Frais de recherche et développement	(909)	(1 076)
Amortissement du portefeuille de commandes	Frais commerciaux et de marketing	(716)	-
Reprise du passif sur accord de licence	Coût des ventes	1 409	1 064
Impact sur le résultat opérationnel		(3 603)	(3 155)
Impact de la désactualisation du passif sur accord de licence	Produits/ (charges) financières, nets	(625)	(581)
Impact sur le résultat de la période		(4 228)	(3 736)

Embedded Security Solutions

Le 1^{er} décembre 2012, le Groupe a acquis Embedded Security Solutions (« ESS »). ESS conçoit et développe des technologies en vue de constituer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux. Les revenus sont générés sous la forme de licences, de redevances, de services et de frais de maintenance.

Dans le cadre de la transaction, des équipes de recherche et développement ainsi que des équipes commerciales et marketing dédiées à l'activité reprise ont été transférées au Groupe. Le cédant a également transféré des actifs incorporels, dont des redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir et des logiciels développés en interne, des actifs corporels, des éléments de fonds de roulement (notamment stocks, créances clients, et dettes de nature sociale et fiscale liées aux salariés transférés) et de la trésorerie.

Au jour de la réalisation de l'opération, INSIDE Secure a versé un montant de 43 256 milliers de dollars tenant compte d'une première estimation du besoin en fonds de roulement. Dans un deuxième temps, une réduction de prix a été accordée au Groupe à hauteur de 503 milliers de dollars pour tenir

compte de l'évaluation finale du besoin en fonds de roulement. Le versement de cette réduction de prix n'a pas encore été obtenu à la date d'arrêté des comptes.

INSIDE Secure a versé 1 750 milliers de dollars de complément de prix en janvier 2013 lié à la réalisation de certaines conditions, et pourrait verser jusqu'à 3 438 milliers de dollars complémentaires si l'ensemble des conditions prévues dans l'accord sont réalisées d'ici le 1^{er} avril 2013. Sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, la direction du Groupe considère qu'elle aura à verser la totalité du complément de prix.

Le goodwill correspondant à l'excédent du coût d'acquisition (y compris les compléments de prix) par rapport à la juste valeur des actifs identifiés et des passifs repris s'élève à 11 906 milliers de dollars et est attribuable principalement à l'expertise des personnes transférées et aux synergies attendues du regroupement des activités. Ce goodwill est affecté intégralement au segment « Embedded Security Solutions ».

A la date d'acquisition, les actifs nets transférés représentaient 2 088 milliers de dollars dans les comptes du cédant. La Société a procédé à une allocation provisoire du prix d'acquisition sur les actifs acquis et passifs repris.

La valeur initiale des actifs et passifs identifiés ainsi que l'allocation provisoire du prix d'acquisition sont présentés ci-dessous :

	Note	En milliers de dollars	
Prix d'acquisition au closing (avant ajustement de prix sur le besoin en fonds de roulement)		42 813	
Ajustement sur première estimation du besoin en fonds de roulement		443	
Trésorerie décaissée au jour de la réalisation de l'opération		43 256	
Ajustement de prix relatif au besoin en fonds de roulement		(503)	
Complément de prix lié au transfert de contrats clients	(1)	5 188	
Coût d'acquisition (i)		47 940	
	Valeur nette comptable	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-	33 906 (2)	33 906
Immobilisations corporelles	139	-	139
Stocks	99	-	99
Autres actifs	2 998	(115) (3)	2 883
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 621	-	1 621
Autres passifs	(1 150)	-	(1 150)
Produits constatés d'avance	(1 619)	155 (4)	(1 464)
Actif net acquis (ii)	2 088	33 946	36 034
Goodwill (i) - (ii)			11 906

Le goodwill initial déterminé ci-dessus demeure susceptible d'évoluer durant la période d'allocation de 12 mois autorisée par la norme IFRS 3.

- (1) Le contrat prévoit le versement d'un complément de prix pouvant aller jusqu'à 5 188 milliers de dollars. Le versement complémentaire est conditionné à la réalisation de certaines conditions d'ici le 1^{er} avril 2013. A ce titre, le Groupe a déjà versé au cédant 1 750 milliers de dollars en janvier 2013. Sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, la direction du Groupe considère qu'elle aura à verser la totalité du complément de prix.
- (2) Les 33 906 milliers de dollars d'immobilisations incorporelles correspondent à :
 - a. des redevances de licences de propriété intellectuelle relatives à des technologies brevetées et développées par ESS pour un montant de 31 576 milliers de dollars. Ces redevances de

licences ont été valorisées à l'aide de la méthode des flux actualisés tenant compte d'une durée de vie estimée de 5 ans des technologies concernées. Les dotations aux amortissements de cet actif incorporel seront constatées en résultat sur la ligne « Coût des ventes » au rythme de la reconnaissance du chiffre d'affaires correspondant.

- b. des logiciels développés en interne pour un montant de 2 330 milliers de dollars. Ces logiciels ont été valorisés sur la base de leur coût de développement. Les dotations aux amortissements de cet actif incorporel seront comptabilisées sur une durée de vie de 3 ans dans les lignes du compte de résultat en fonction de l'utilisation qui en sera faite.
- (3) Une provision complémentaire sur les créances commerciales a été enregistrée afin de tenir compte des difficultés de recouvrement avec certains clients.
- (4) Les produits constatés d'avance sur les prestations de support et de maintenance ont été ajustés afin de prendre en compte la marge de 10% généralement constatée sur ces activités.

Les frais externes directement attribuables à l'acquisition représentent 554 milliers de dollars et ont été comptabilisés en « Autres produits (charges) opérationnels, nets ».

L'impact de l'acquisition est présenté sur la ligne « Acquisition d'ESS, nette de la trésorerie acquise » dans le tableau consolidé des flux de trésorerie pour un montant 41 635 milliers de dollars. Ce montant reflète le paiement de 43 256 milliers de dollars net de la trésorerie acquise de 1 621 milliers de dollars.

La contribution de l'activité ESS au chiffre d'affaires du Groupe depuis le 1^{er} décembre 2012 est de 840 milliers de dollars. L'activité ESS a dégagé une perte d'exploitation de (1 116) milliers de dollars durant la même période.

ESS était identifié comme un secteur d'activité dans les états financiers du groupe auquel il était rattaché préalablement à l'acquisition. Sur la période du 1er janvier au 30 novembre 2012, ce groupe a reporté pour ESS un chiffre d'affaires consolidé de 25 786 milliers de dollars et un résultat opérationnel de 7 462 milliers de dollars. Le cédant ne donne pas d'indications sur le résultat net de ses secteurs d'activité. Le chiffre d'affaires combiné d'ESS et du groupe formé par INSIDE Secure et ses filiales pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2012 est de 147 832 milliers de dollars et le résultat opérationnel combiné est une perte de 29 815 milliers de dollars. Les chiffres historiques d'ESS sont présentés en normes US GAAP et ne tiennent pas compte des effets de l'allocation du prix d'acquisition par le Groupe. La conversion aux IFRS et la prise en compte des effets de l'allocation du prix d'acquisition si celle-ci était intervenue au 1er janvier 2012 pourraient aboutir à des données significativement différentes des données historiques combinées communiquées dans ce paragraphe.

Comme indiqué ci-dessus, dans le cadre de l'acquisition de l'activité ESS, certains ajustements de juste valeur ont été reconnus, conduisant à une réévaluation des actifs acquis et des passifs repris. Cela a eu pour conséquence d'augmenter la base de calcul des dotations aux amortissements postérieurs à l'acquisition.

L'impact de ces ajustements sur les différents postes du compte de résultat de l'exercice 2012 s'analyse comme suit (montants en milliers de dollars) :

Élément	Ligne du compte de résultat	2012
Amortissements des redevances de licences de propriété intellectuelle	Coût des ventes	(230)
Amortissement des logiciels développés en interne	Coût des ventes	(43)
Amortissement des logiciels développés en interne	Frais de recherche et développement	(22)
Impact sur le résultat opérationnel		(295)
Impact sur le résultat de la période		(295)

6. Informations sectorielles

Les secteurs d'activité détaillés ci-dessous correspondent à ceux présentés dans les rapports internes fournis au directoire en charge de l'élaboration des décisions stratégiques.

Depuis l'acquisition d'ESS, le Groupe opère sur quatre segments d'activité complémentaires, qui ciblent des marchés, des produits, des solutions et des clients différents tout en s'appuyant sur des technologies communes de circuits intégrés et de solutions sécurisées :

- **Mobile NFC** : conception et vente de circuits intégrés et de piles logicielles embarquées destinés aux fabricants de téléphones mobiles et plus généralement aux fabricants dans le domaine du "sans fil".
- **Paiement sécurisés** : conception et vente de circuits intégrés, modules et inlays (puces et antennes), de logiciels embarqués, pour des applications de paiement, de transport en commun et de fidélisation.
- **Sécurité numérique** : conception et vente de plateformes de microprocesseurs et mémoires, télévision à péage, identification, contrôle d'accès, et autres systèmes sécurisés pour lutter contre la contrefaçon, la protection de la propriété intellectuelle et la communication entre machines.
- **Embedded security solutions** : conception et développement de technologies en vue de développer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux.

Les informations sectorielles fournies au directoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars								
Période close le 31 décembre 2011	Mobile NFC	Paiements sécurisés	Sécurité numérique	Embedded security solutions	Non alloué	Total selon le reporting de gestion	Rapprochement aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	47 961	43 246	60 261	-	-	151 468	-	151 468
Résultat opérationnel (*)	(18 251)	(11 489)	8 674	-	(3 396)	(24 462)	-	(24 462)
Résultat opérationnel ajusté	(17 258)	(9 271)	13 153	-	(2 676)	(16 052)	-	Mesure non IFRS
EBITDA ajusté	(16 762)	(7 858)	15 054	-	(2 676)	(12 242)	-	Mesure non IFRS
Résultat financier					1 503	1 503	-	1 503
Impôt					(74)	(74)	-	(74)
Résultat net	-	-	-	-	(1 967)	(23 033)	-	(23 033)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond principalement à la sous activité (2 539 milliers de dollars) et aux dépréciations d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS (614 milliers de dollars).

Les informations sectorielles fournies au directoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars								
Période close le 31 décembre 2012	Mobile NFC	Paiements sécurisés	Sécurité numérique	Embedded security solutions	Non alloué	Total selon le reporting de gestion	Rapprochement aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	43 261	31 788	46 158	840	-	122 047	-	122 047
Résultat opérationnel (*)	(31 757)	(5 022)	2 853	(1 116)	(2 237)	(37 278)	-	(37 278)
Résultat opérationnel ajusté	(30 451)	(3 531)	6 412	(288)	(2 237)	(30 095)	-	Mesure non IFRS
EBITDA ajusté	(28 523)	(2 279)	8 197	(281)	(2 237)	(25 123)	-	Mesure non IFRS
Résultat financier					(258)	(258)	-	(258)
Impôt					51	51	-	51
Résultat net	-	-	-	-	(2 444)	(37 485)	-	(37 485)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond principalement à la sous activité (2 237 milliers de dollars)

Le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté ne sont pas des mesures de performance ou de liquidité définies par les normes IFRS.

Le Groupe présente un résultat opérationnel ajusté et un EBITDA ajusté car la direction du Groupe estime qu'ils constituent des mesures utiles de la performance opérationnelle et des flux de trésorerie d'exploitation générés par le Groupe.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le bénéfice (ou la perte) d'exploitation ajusté afin d'exclure l'impact des paiements fondés sur des actions et les éléments non récurrents, produits et charges relatifs à des opérations d'acquisitions, à des restructurations, et aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises. L'EBITDA ajusté est défini comme un bénéfice (ou une perte) d'exploitation avant intérêts, impôts, et amortissements ajusté afin d'exclure l'impact des paiements fondés sur des actions et les éléments non récurrents, produits et charges relatifs aux opérations d'acquisitions ou de restructurations.

Le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté tels que présentés peuvent ne pas être strictement comparables aux indicateurs similaires que pourraient présenter d'autres sociétés.

La réconciliation de ces indicateurs avec les états financiers consolidés IFRS audités est la suivante :

Au 31 décembre (en milliers de dollars)	2011	2012
Résultat opérationnel IFRS	(24 462)	(37 278)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	2 000	1 880
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS	5 012	4 222
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition d'ESS	-	295
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	1 713	-
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente	(829)	-
Frais liés à l'acquisition	-	-
Coûts de restructuration	514	786
Résultat opérationnel ajusté	(16 052)	(30 095)
Amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles non liées aux regroupements d'entreprises	3 810	4 972
EBITDA ajusté	(12 242)	(25 123)

Le chiffre d'affaires par secteur géographique pour 2011 et 2012 est le suivant :

(en milliers de dollars)	Asie	Europe, Afrique, Moyen Orient, Amérique Latine	Amérique du Nord	Total
2011	14 148	73 548	63 772	151 468
2012	8 436	59 382	54 229	122 047

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou selon le lieu où la prestation de services est rendue, à l'exception des ventes aux trois principaux clients qui sont allouées en fonction de la localisation de leur siège social.

Les dix clients les plus importants du Groupe représentaient 83% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'année 2012 et 78% de son chiffre d'affaires pour l'année 2011.

Pris individuellement, deux clients représentaient plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur les deux exercices présentés. Ils s'analysent de la façon suivante :

Au 31 décembre 2011 (en milliers de dollars)	Montant facturé	Segment
Client 1	45 793	Mobile NFC
Client 2	16 109	Tous segments

Au 31 décembre 2012 (en milliers de dollars)	Montant facturé	Segment
Client 1	36 743	Mobile NFC
Client 2	13 897	Sécurité numérique

7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les exercices 2011 et 2012 se détaille de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	Exercice clos le 31 décembre	
	2011	2012
Chiffre d'affaires sur produits vendus	150 689	115 120
Produits des accords de développement et licences	779	6 336
Maintenance	-	298
Redevances	-	293
Total	151 468	122 047

Le Groupe a poursuivi sur la période les prestations relatives au contrat signé en 2011 avec Intel Corporation. L'accord inclut une licence non exclusive et non transférable de la technologie NFC du Groupe à Intel, la fourniture de services de développement, de support et d'ingénierie afin de permettre l'intégration de sa technologie NFC à l'écosystème Intel et la vente de puces à Intel ou à ses sous-traitants. Les produits relatifs à la phase de développement sont reconnus à l'avancement des dépenses spécifiquement engagées sur ce projet. Les coûts directs de développement correspondants sont comptabilisés en « coûts des ventes ». Le Groupe a constaté un chiffre d'affaires de 6 178 milliers de dollars sur l'exercice 2012 (779 milliers de dollars sur 2011) sur la base de l'avancement des travaux réalisés. Les « produits constatés d'avance » comptabilisés au 31 décembre 2012 correspondent pour 3 860 milliers de dollars à la neutralisation des facturations relatives aux étapes de développement acceptées par Intel Corporation.

8. Goodwill

Le goodwill se détaille de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Secteur d'activité	Exercice clos le 31 décembre	
		2011	2012
Activité SMS	Sécurité numérique	3 251	3 246
Activité ESS	Embedded Security Solutions	-	11 906
Total		3 251	15 152

Le goodwill lié à l'acquisition de SMS est affecté intégralement au segment « Sécurité numérique ». La valeur recouvrable du goodwill telle que déterminée sur la base des plans d'affaire disponibles à la date d'arrêt des comptes sur un horizon de trois ans est très largement supérieure à sa valeur nette

comptable. La direction du Groupe considère ainsi qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill.

Le goodwill lié à l'acquisition d'ESS est affecté intégralement au segment « Embedded Security Solutions ». Il résulte du prix négocié sur la base des plans d'affaires établis lors du processus d'acquisition. Compte tenu des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, la direction du Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill au titre d'éventuelles pertes de valeur.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Commandes à livrer	Technologies brevetées	Logiciels	Redevance de licences de propriété intellectuelle	Logiciels développés en interne	Technologies en développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2011							
Montant à l'ouverture	717	5 372	553	-	-	-	6 641
Acquisitions	-	-	1 160	-	-	-	1 160
Ecart de conversion	-	-	(24)	-	-	-	(24)
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	1 188	1 188
Amortissements	(717)	(910)	(462)	-	-	-	(2 088)
Montant net à la clôture	-	4 462	1 227	-	-	1 188	6 877
Au 31 décembre 2011							
Valeur brute	1 544	5 651	4 479	-	-	1 188	12 862
Amortissements cumulés	(1 544)	(1 190)	(3 251)	-	-	-	(5 985)
Valeur nette	-	4 461	1 227	-	-	1 188	6 877
Exercice clos le 31 décembre 2012							
Montant à l'ouverture	-	4 462	1 227	-	-	1 188	6 877
Acquisitions	-	-	2 825	-	-	-	2 825
Variation de périmètre	-	-	-	31 576	2 330	-	33 906
Ecart de conversion	-	-	10	-	-	-	10
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	973	973
Amortissements	-	(1 076)	(1 167)	(230)	(65)	-	(2 538)
Amortissements repris suite à cession	-	-	-	-	-	-	-
Montant net à la clôture	-	3 385	2 895	31 346	2 265	2 161	42 052
Au 31 décembre 2012							
Valeur brute	1 544	5 651	7 320	31 576	2 330	2 161	50 582
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 544)	(2 266)	(4 424)	(230)	(65)	-	(8 529)
Valeur nette	-	3 385	2 896	31 346	2 265	2 161	42 052

Les dotations aux amortissements de 2 538 milliers de dollars pour l'exercice 2012 (2 088 milliers de dollars en 2011) ont été imputés dans les lignes "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing", et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs incorporels correspondants.

En 2012, les frais de développement liés à deux projets de recherche appliquée ont été activés pour un montant total de 973 milliers de dollars (1 188 milliers de dollars en 2011). Ces deux projets, d'une durée de 3 ans, sont financés par des avances remboursables (voir note 21) et par des subventions classiques. Les frais de recherche capitalisés correspondent uniquement à la partie du projet financée par les avances remboursables.

Les locations financement incluses dans les immobilisations incorporelles correspondant à des logiciels se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Valeur brute	719	826
Amortissements cumulés	(349)	(529)
Valeur nette	371	297

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Agencements et aménagement	Equipements	Matériel de bureau et informatique	Masques	Total
Exercice clos le 31 décembre 2011					
Montant à l'ouverture	3 408	3 518	1 473	12 153	20 552
Acquisitions	83	3 110	1 875	438	5 507
Ecart de conversion	(117)	(31)	(144)	(340)	(633)
Dépréciation	(614)	-	-	(1 100)	(1 714)
Cessions	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	(70)	-	-	(70)
Amortissements	(824)	(1 652)	(936)	(3 416)	(6 829)
Amortissements repris suite à cession	-	-	-	-	-
Montant net à la clôture	1 936	4 874	2 268	7 734	16 813
Au 31 décembre 2011					
Valeur brute	4 202	9 593	4 627	12 792	31 214
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 266)	(4 719)	(2 359)	(5 057)	(14 401)
Valeur nette	1 936	4 874	2 268	7 734	16 813
Exercice clos le 31 décembre 2012					
Montant à l'ouverture	1 936	4 874	2 268	7 734	16 813
Acquisitions	146	998	575	735	2 454
Variation de périmètre	9	17	114	-	140
Ecart de conversion	66	80	(12)	144	278
Dépréciation	-	-	-	-	-
Cessions	-	(48)	(14)	-	(62)
Immobilisations en cours	-	(115)	25	-	(90)
Amortissements	(472)	(2 288)	(912)	(3 125)	(6 797)
Amortissements repris suite à cession	-	32	43	-	75
Montant net à la clôture	1 685	3 549	2 086	5 490	12 810
Au 31 décembre 2012					
Valeur brute	4 650	10 374	5 519	13 806	34 348
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 965)	(6 825)	(3 432)	(8 316)	(21 538)
Valeur nette	1 685	3 549	2 086	5 490	12 810

La dotation aux amortissements de 6 797 milliers de dollars pour l'exercice 2012 (6 829 milliers de dollars en 2011) a été imputée en "Coût des ventes", "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing" et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs corporels correspondants.

2 318 milliers de dollars (2 528 milliers de dollars en 2011) ont été comptabilisés au compte de résultat au titre de la location de matériels et de biens immobiliers.

Les locations financement incluses dans les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Valeur brute	1 412	1 683
Amortissements cumulés	(155)	(559)
Valeur nette	1 257	1 124

11. Instruments financiers par catégorie

Les normes comptables relatives aux instruments financiers ont été appliquées aux éléments ci-dessous :

Au 31 décembre 2011	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Total
Actifs					
Instruments financiers dérivés	-	-	216	-	216
Clients et comptes rattachés	36 472	-	-	-	36 472
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 550	390	-	-	20 940
Total	57 022	390	216	-	57 628

		Passifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Autres passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Passifs					
Découverts bancaires	-	-	-	-	-
Contrats de location-financement	-	-	-	1 320	1 320
Instruments dérivés	-	350	998	-	1 348
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-	29 977	29 977
Total		350	998	31 297	32 645

Au 31 décembre 2012	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Total
Actifs					
Instruments financiers dérivés	-	-	145	-	145
Clients et comptes rattachés	39 567	-	-	-	39 567
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 929	2 392	-	-	66 321
Total	103 496	2 392	145	-	106 033

		Passifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Autres passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Passifs					
Découverts bancaires	-	-	-	-	-
Contrats de location-financement	-	-	-	1 209	1 209
Financement du crédit d'impôt recherche	-	-	-	6 225	6 225
Instruments dérivés	-	-	179	-	179
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-	33 214	33 214
Total			179	40 648	40 827

12. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés se décomposent de la manière suivante :

	2011		2012	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Achats à terme de devises - Couverture de flux de trésorerie	-	602	41	179
Achats à terme de devises - Trading	-	-	-	-
Options d'achat ou de vente de devises - Couverture de flux de trésorerie	216	396	104	-
Options d'achat ou de vente de devises - Trading		350	-	-
Total	216	1 348	145	179
<i>Part courante</i>	216	1348	145	179
<i>Part non courante</i>	-	-	-	-

Les justes valeurs des instruments dérivés de couverture sont classées en actifs ou passifs courants. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actifs ou passifs non courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et en actifs ou passifs courants si elle est inférieure à 12 mois.

La partie inefficace, comptabilisée au compte de résultat, provenant des instruments de couverture des flux de trésorerie représente une perte de 47 milliers de dollars (57 milliers de dollars en 2011).

(a) Contrats à terme de change

Au 31 décembre 2012, le montant notionnel des contrats de change à terme en cours s'élevait à 19 551 milliers de dollars (17 159 milliers de dollars en 2011).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en euros devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2012, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des contrats à terme de change sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

(b) Options d'achat ou de vente de devises

Au 31 décembre 2012, le montant notionnel des options sur devises en cours s'élevait à 1 979 milliers de dollars (8 410 milliers de dollars en 2011).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en devises étrangères devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2012, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des options d'achat ou de vente de devises sont enregistrés au compte de résultat ou le sont au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

13. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Produits en cours et finis	27 163	21 389
Moins : provision pour dépréciation des stocks	(3 887)	(4 038)
	23 276	17 350

Les mouvements concernant la provision pour dépréciation des stocks obsolètes se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Au 1er janvier	(1 063)	(3 887)
Dotation aux provisions pour dépréciation des stocks	(4 624)	(3 421)
Reprises de provisions utilisées	955	1 640
Reprises de provisions non utilisées	845	1 630
Au 31 décembre	(3 887)	(4 038)

La dotation aux provisions pour dépréciation des stocks est liée au niveau des stocks jugés excédentaires notamment évalué par rapport au carnet de commandes, ainsi qu'à l'obsolescence. Le Groupe comptabilise la provision pour dépréciation des stocks en « Coût de ventes ».

14. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés, nets, se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Clients et comptes rattachés	18 760	17 175
Moins : provision pour clients douteux	(49)	(713)
Clients et comptes rattachés, nets	18 711	16 462

Les clients et comptes rattachés se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Clients	20 824	13 103
Clients - factures à établir	779	6 809
Avoirs à émettre	(2 843)	(2 736)
Clients et comptes rattachés	18 760	17 175

Les créances commerciales échues depuis moins de 3 mois ne nécessitent pas de dépréciation. Au 31 décembre 2012, 4 622 milliers de dollars de créances étaient échues mais non provisionnées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels il n'y a pas d'antécédents d'impayés et sont en cours de recouvrement.

Le classement par antériorité des créances clients est indiqué ci-après :

(en milliers de dollars)	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 120 jours	Plus de 120 jours
2011	20 824	16 481	2 938	281	5	832	287
2012	13 103	8 482	2 337	1 059	306	65	855

Au 31 décembre 2012, 713 milliers de dollars (49 milliers de dollars en 2011) ont été provisionnés. Les créances provisionnées à titre individuel concernent principalement un client.

La provision pour dépréciation des créances clients a évolué de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Au 1er janvier	(54)	(49)
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-	(677)
Reprises de provisions utilisées	-	-
Reprises de provisions non utilisées	5	13
Au 31 décembre	(49)	(713)

Les dotations et reprises de la provision pour dépréciation des créances clients sont inscrites sur la ligne "Frais commerciaux et de marketing" au compte de résultat. Lorsqu'aucun recouvrement complémentaire de trésorerie ne peut être anticipé, la créance fait l'objet d'une inscription en perte et les montants inscrits au compte de provision sont repris.

La valeur comptable des clients et comptes rattachés est libellée dans les devises suivantes :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Dollars US	21 625	18 131
Euro	6 019	4 845
Autres devises	1 590	155
	29 235	23 131

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de chaque catégorie de créances. Le Groupe ne détient aucune garantie sur ces créances.

Le Groupe a mis en place en 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor pour une durée de deux ans reconductible, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan.

Le montant des créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée et qui ne figure donc plus à l'actif du bilan, est le suivant :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Créances cédées et sorties de l'actif	11 052	12 766
Réserve de garantie	(442)	(436)
Trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances	10 610	12 330

Au 31 décembre 2012, le montant total des créances cédées s'élève à 12 766 milliers de dollars (11 052 au 31 décembre 2011).

15. Autres créances

Les autres créances se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Dépôts et garanties	486	1 091
Crédit d'impôt recherche	10 952	15 071
TVA à recevoir	2 946	1 288
Avances et acomptes	1 145	468
Réserve de garantie factor	442	436
Autres créances	735	1 919
Charges constatés d'avance	1 056	2 560
Autres créances	17 762	22 832
<i>Autres créances - Part non courante</i>	<i>7 287</i>	<i>16 163</i>
<i>Autres créances - Part courante</i>	<i>10 474</i>	<i>6 669</i>

Le Groupe n'étant plus éligible au remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche (CIR) depuis 2011, la créance de CIR acquise sur l'exercice 2012 est désormais comptabilisée en « Autres créances – Part non courante ». Conformément aux principes comptables généralement admis, la créance relative au CIR ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Le Groupe a par ailleurs maintenu en « Autres créances – Part non courante » la créance de crédit d'impôt recherche acquise au titre de l'exercice 2011 (6 502 milliers de dollars). Le financement de cette créance dont le terme est fixé en juin 2015 et qui a été mis en place avec un partenaire bancaire (voir note 21) a été inscrit en dettes financières conformément à la norme IAS 39.

Pour rappel, la créance de crédit d'impôt recherche acquise au titre de l'exercice 2010 et ayant fait l'objet d'un contrôle fiscal et d'une mission d'expertise auprès du ministère de la recherche a été remboursée au Groupe intégralement le 4 juillet 2012 pour un montant total de 4 168 milliers de dollars (3 207 milliers d'euros). Le contrôle fiscal n'a donné lieu à aucune rectification.

La variation de la créance de crédit d'impôt recherche sur l'exercice se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	
Au 1er janvier 2012	10 952
Créance de crédit d'impôt recherche au titre de 2012	7 863
Encaissement du crédit d'impôt recherche en 2012 au titre de 2010	(4 168)
Ecart de conversion	424
Au 31 décembre 2012	15 071

16. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Liquidités en banques	20 550	27 380
Valeurs mobilières de placement (1)	390	2 392
Dépôts à terme (2)	-	36 549
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20 940	66 321

(1) Les valeurs mobilières de placement correspondent à des fonds communs de placement évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat. Ces titres négociables sont considérés comme des équivalents de trésorerie du fait de leur forte liquidité, d'une sensibilité aux taux d'intérêts inférieure à 0,25, d'une volatilité proche de 0 et, d'une stratégie d'investissement excluant les actions.

(2) Les dépôts à terme correspondent à des placements qui respectent l'ensemble des critères de classement en équivalents de trésorerie qui ont été précisés au cours de l'exercice par l'AMF.

17. Capital

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars, sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Total
Au 1er janvier 2011	5 419 405	11 342	134 873	146 215
Division du nominal des actions par 4	16 258 215	-	-	-
Augmentation de capital	46 704	27	238	265
Souscription de BSA	-	-	181	181
Frais externes liés au projet d'introduction en bourse	-	-	(2 271)	(2 271)
Au 31 décembre 2011	21 724 324	11 369	133 021	144 390
Augmentation de capital liée à l'introduction en bourse	9 560 236	5 039	99 513	104 552
Conversion d'actions de préférence	1 449 144	764	(764)	-
Emission d'actions gratuites	1 185 138	614	(614)	-
Exercices de stock options	74 720	37	361	398
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	-	(5 840)	(5 840)
Affectation à la réserve indisponible	-	-	(107)	(107)
Au 31 décembre 2012	33 993 562	17 822	225 570	243 393

Exercice 2011

En 2011, par décision de l'assemblée générale du 11 mai 2011, la valeur nominale des actions a été divisée par 4 afin de la ramener de 1,60 euro à 0,40 euro et, par voie de conséquence, de multiplier le nombre des actions composant le capital social par 4 afin de le porter de 5 419 405 actions à 21 677 620 actions.

La Société a également procédé à une augmentation de capital dans le cadre de l'exercice de bons de souscription d'action « BSA », par l'émission de 46 704 actions nouvelles. Cette opération a conduit à une augmentation du capital social de 27 milliers de dollars et de 238 milliers de dollars de la prime d'émission.

Le nombre total d'actions ordinaires émises s'élève à 21 724 324 actions au 31 décembre 2011 (5 419 405 actions au 31 décembre 2010). Chaque action a une valeur nominale de 0,40 €. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les coûts externes nets d'effet d'impôt engagés sur l'exercice 2011 et directement liés au projet d'introduction en bourse sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission dans la mesure où ils concernent l'émission de nouvelles actions et que le projet a été concrétisé postérieurement à la clôture en février 2012.

Exercice 2012

Depuis le 17 février 2012, les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. A cette occasion, la Société a réalisé une augmentation de capital de 5 039 milliers d'euros et de 99 513 milliers de dollars de la prime d'émission. Cette opération a donné lieu à l'émission de 9 560 236 actions nouvelles.

Les coûts externes nets d'effet d'impôt engagés par la Société et directement rattachables à l'introduction en bourse sont comptabilisés en moins de la prime d'émission.

Par décision de l'assemblée générale du 20 janvier 2012, les actions de préférence de catégorie D ont été converties en actions ordinaires. Une augmentation de capital a été constatée à cette occasion pour 764 milliers de dollars avec diminution corrélative de la prime d'émission et 1 449 144 actions nouvelles ont été émises.

Des actions gratuites dont l'acquisition définitive était notamment conditionnée à la réalisation de l'introduction en bourse ont été acquises définitivement en date du 6 mars 2012 et du 16 décembre 2012. Le capital a été augmenté de 614 milliers de dollars par l'émission de 1 185 138 actions nouvelles.

La Société a également procédé à une augmentation de capital dans le cadre de l'exercice de stock-options, par l'émission de 74 720 actions nouvelles. Cette opération a conduit à une augmentation du capital social de 37 milliers de dollars et de 361 milliers de dollars de la prime d'émission.

Le nombre total d'actions ordinaires émises s'élève à 33 993 562 actions au 31 décembre 2012 (21 724 324 actions au 31 décembre 2011). Chaque action a une valeur nominale de 0,40 €. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

18. *Paiements fondés sur des actions*

Le Groupe attribue des options sur actions, des actions gratuites et des bons de souscription d'actions à certains dirigeants, salariés et tiers (fournisseurs de services).

Au 31 décembre 2012, les paiements en actions suivants ont été attribués par la Société :

Plan	Date of allocation	Exercise price in \$ per share	Vesting / Conditions	Number of instruments	Expiration date
BSA 2007-02	30/08/2007	9,60	3 ans - acquisition graduelle	9 200	10/10/2017
BSA 2007-4	30/08/2007	9,60	1 an - acquisition graduelle	3 000	30/08/2017
BSA 2007-4 (2ième tranche)	18/12/2008	10,31	1 an - acquisition graduelle	3 000	18/12/2018
BSA 2006-1	20/11/2006	5,06	1 an - acquisition graduelle	46 704	20/11/2016
BSA 2005-5	17/02/2006	4,68	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	15 732	20/10/2015
BSA 2006-2	20/11/2006	5,06	4 ans - acquisition graduelle	18 400	20/11/2016
BSA 2007-3	21/09/2007	9,91	2 ans - acquisition graduelle et doit être membre du Comité de surveillance	4 000	21/09/2017
BSA 2007-3 (2eme tranche)	21/09/2007	9,91	2 ans - acquisition graduelle et doit être membre du Comité de surveillance	4 000	21/09/2017
BSA 8	02/10/2008	13,98	3 ans - acquisition graduelle	12 800	02/10/2018
BSA 2005-1	15/06/2006	7,28	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	43 332	15/06/2016
BSA 2005-3	15/06/2006	7,28	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	52 000	15/06/2016
BSA 12	01/10/2010	6,52	Pas de période d'acquisition, mais sujet à certaines conditions comme introduction en bourse ou sortie (transfert de plus de 50% des actions de la Société) avec un prix de marché des actions supérieur à 25,5 € (35 US\$)	200 000	01/10/2015
Actions gratuites Pool 1	28/07/2005	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 28/07/2005 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €15 (\$21) et €45 (\$62))	113 200	NA
Actions gratuites Pool 2	28/07/2005	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 28/07/2005 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €45 (\$62) et €63,75 (\$87))	138 264	NA
Suppléments pool 2	17/02/2006	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale - 25% à la fin de chaque année à partir de la date d'attribution. =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 17/02/2006 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €57,51 (\$79) et €70 (\$96))	69 096	NA

Autres actions gratuites	17/02/2006	-	4 ans - acquisition graduelle	83 092	NA
Autres actions gratuites - Pool A	02/06/2006	-	2 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	38 048	NA
Autres actions gratuites - Pool B	02/06/2006	-	3 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	19 024	NA
Autres actions gratuites - Pool C	02/06/2006	-	4 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	19 024	NA
Autres actions gratuites	03/11/2008	-	4 ans – ces actions ne peuvent être attribuées si elles impliquent une détention de plus de 10% du capital	20 000	NA
Autres actions gratuites - Pool A	17/12/2010	-	2 ans – acquisition graduelle et introduction en bourse : €25,5 (\$35) si l'introduction intervient dans les 12 mois, €29 (\$40) si l'introduction intervient entre 12 et 24 mois, €34 (\$47) si l'introduction intervient après 24 mois	1 116 000	NA
Autres actions gratuites - Pool B	17/12/2010	-	4 ans – acquisition graduelle et introduction en bourse : €25,5 (\$35) si l'introduction intervient dans les 12 mois, €29 (\$40) si l'introduction intervient entre 12 et 24 mois, €34 (\$47) si l'introduction intervient après 24 mois	110 000	NA
Actions gratuites	17/10/2012	-	Acquisition graduelle, 50% au bout de 2 ans, 75% au bout de 3 ans, 100% après 4 ans Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 17/10/2012 doit être supérieur a €2,30 (\$3)	160 000	NA
Actions gratuites	20/12/2012	-	Acquisition graduelle, 50% au bout de 2 ans, 75% au bout de 3 ans, 100% après 4 ans Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 17/10/2012 doit être supérieur a €3,22 (\$4,27)	10 000	NA
SO 2005 - 1 Pool 3	28/07/2005	0,48	4 ans - acquisition graduelle, prix de l'action minimal de €100 (\$137) à la date de sortie.	113 200	16/06/2015
SO 2005 - 1 Pool 4	28/07/2005	0,48	4 ans - acquisition graduelle, prix de l'action minimal de €120 (\$164) à la date de sortie.	102 240	16/06/2015
SO 2005 - 02 first grant	17/02/2006	4,68	4 ans - acquisition graduelle.	96 908	20/10/2015
SO 2005 - 02 second grant	02/06/2006	5,05	4 ans - acquisition graduelle.	51 904	12/09/2016
SO 2006 - 01	02/06/2006	5,05	4 ans - acquisition graduelle.	273 200	02/06/2016
Options 2007-1-F (15 200) et Options 2006-1-B (5 400)	03/11/2008	12,89	5 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	82 400	19/06/2017
Options 2006-1	02/02/2007	9,19	4 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	105 200	16/04/2017
Options ESS	20/12/2012	3,84	4 ans d'acquisition. Une partie des options est attribuée selon l'atteinte de critères de performance internes de l'activité ESS.	300 000	16/04/2017

Les options sont subordonnées à l'accomplissement d'un certain nombre d'années de service (la période d'acquisition des droits). Certaines options sont exerçables sous réserve que les actions ordinaires du Groupe atteignent une certaine valeur. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Le nombre de bons de souscription d'action en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2011		2012	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre de bons (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre de bons (en milliers)
Au 1er janvier	7	348	7	300
Octroyées	-	-	-	-
Caduques	-	-	10	58
Exercées	-	48	-	-
Echues				
Au 31 décembre	7	300	7	242

Aucun bon de souscription d'actions n'a été octroyé en 2012, 58 000 bons de souscriptions sont devenus caduques en 2012.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2011		2012	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'options (en milliers)
Au 1er janvier	8	1 172	8	1 132
Octroyées	-	-	4	300
Caduques	11	39	11	661
Exercées	-	-	5	75
Echues	-	-	-	-
Au 31 décembre	8	1 132	5	696

75 000 options sur actions ont été exercées en 2012 (aucune en 2011). 300 000 options sur actions ont été octroyées en 2012 (aucune en 2011). 661 000 options sur actions sont devenues caduques en 2012 (39 000 en 2011).

Le nombre d'actions gratuites en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2011		2012	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'actions gratuites (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'actions gratuites (en milliers)
Au 1er janvier	-	1 315	-	1 315
Octroyées	-	-	-	680
Pouvant être acquises	-	-	-	-
Acquises	-	-	-	(1 185)
Caduques	-	-	-	-
Au 31 décembre	-	1 315	-	810

Au cours de l'exercice 2012, 680 000 actions gratuites ont été octroyées (aucune en 2011) et 1 185 000 ont été acquises définitivement (aucune en 2011).

La valorisation des options sur actions, des actions gratuites et des bons de souscription d'action s'analyse comme suit :

Plan	Modèle de valorisation	Prix de l'action à la date d'attribution (en US\$)	Taux annuel d'intérêt sans risque	Volatilité attendue	Maturité attendue (*)
BSA 2007-02	B&S	9,6	4,50%	51%	3
BSA 2007-4	B&S	10,275	4,50%	51%	3
BSA 2007-4 (2ème tranche)	B&S	9,325	1,60%	71%	2
BSA 2006-1	B&S	5,3	4,50%	51%	5
BSA 2005-5	B&S	5	3,30%	49%	3
BSA 2006-2	B&S	5,175	3,50%	49%	5
BSA 2007-3	B&S	11,1	4,50%	51%	5
BSA 2007-3 (2ème tranche)	B&S	10,825	3,00%	71%	4
BSA 8	B&S	13,375	1,20%	71%	4
BSA 2005-1	B&S	7,275	4,00%	49%	4
BSA 2005-3	B&S	7,275	4,00%	49%	4
BSA 12	B&S	6,525	1,50%	57%	4
SO 2005 - 1 Pool 3	B&S	0,475	3,30%	49%	10

SO 2005 - 1 Pool 4	B&S	0,475	3,30%	49%	10
SO 2005 - 02 premier octroi	B&S	4,675	3,50%	49%	6
SO 2005 - 02 second octroi	B&S	5,05	4,00%	49%	7
SO 2006 - 01	B&S	5,05	4,50%	51%	7
Options 2007-1-F (15 200) et Options 2006-1-B (5 400)	B&S	12,9	3,20%	51%	4
Options 2006-1	B&S	9,175	4,50%	51%	7
Options ESS	B&S	3,84	4,50%	75%	4
Actions gratuites pool 1	Prix de l'option à la date d'octroi	0,475	NA	NA	NA
Actions gratuites pool 2	Prix de l'option à la date d'octroi	0,475	NA	NA	NA
Actions supplémentaires pool 2	Prix de l'option à la date d'octroi	4,7	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	4,7	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool A	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool B	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool C	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	12,9	NA	NA	NA
Pool A	MC	6,3	NA	NA	NA
Pool B	MC	6,3	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	MC	2,8	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	MC	3,4	NA	NA	NA

MC : modèle d'évaluation Monte-Carlo

B&S : modèle d'évaluation Black & Sholes

(*) Déterminé sur la base d'une analyse de sociétés comparables

19. Report à nouveau et autres réserves

Le report à nouveau et les autres réserves se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Au 1er janvier	(63 533)	(86 795)
Résultat de l'exercice	(23 033)	(37 485)
Paiements fondés sur des actions - Charges de l'exercice	2 000	1 880
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	(105)	(346)
Couverture des flux de trésorerie	(1 773)	937
Affectation en réserve indisponible	-	107
Différences de conversion	(351)	537
Rachat d'actions propres		(501)
Au 31 décembre	(86 795)	(121 668)
Dont :		
Report à nouveau	(96 567)	(134 053)
Réserve légale	-	-
Réserve indisponible	2 553	2 661
Résultat global accumulé	(725)	(135)
Paiements fondés sur des actions	8 424	10 304
Différence de conversion	(480)	57
Rachat d'actions propres	-	(501)
Au 31 décembre	(86 795)	(121 668)

En France, 5% du bénéfice annuel réalisé par les sociétés est doté en réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital social. Le Groupe ayant généré des pertes dans le passé, aucune dotation n'a été effectuée.

En octobre 2012, la Société a doté 107 milliers de dollars en réserve indisponible destinés à sécuriser l'émission d'actions gratuites.

20. Fournisseurs et dettes rattachées

Les comptes fournisseurs et dettes rattachées se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Fournisseurs	16 205	12 301
Charges à payer	10 910	11 142
Charges sociales et autres taxes	2 596	3 304
Acomptes reçus des clients	266	1 588
Total	29 977	28 335

21. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Non courant		
Contrat de financement du crédit d'impôt recherche	-	6 225
Contrats de location-financement	963	677
	963	6 902
Courant		
Contrats de location-financement	357	532
Découverts bancaires	-	276
Total	1 320	7 710

Un contrat de financement de la créance de crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 figurant à l'actif du bilan, et dont le terme est fixé en juin 2015 a été mis en place en juin 2012 avec un partenaire bancaire. Le montant financé ressort à 5 940 milliers de dollars et correspond à une quotité financée de 90%. Le solde de la créance sera payé à la Société en juin 2015 au terme du contrat et la dette s'en trouvera éteinte. Le montant perçu par la Société s'élève à 5 390 milliers de dollars, net des intérêts et commissions pour un montant total de 550 milliers de dollars. Les intérêts et commissions ont été enregistrés en charges constatées d'avance et sont étalés sur la durée du contrat. Le financement du CIR étant libellé en euros, le montant inscrit au bilan peut être affecté par la variation des cours de change.

Les contrats de location financement sont garantis par les droits du bailleur de récupérer l'actif loué en cas de défaut de paiement.

22. Avances remboursables

Les autres dettes se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Avances remboursables OSEO	852	3 443
Total	852	3 443
<i>Autres dettes - Part non courante</i>	852	3 443
<i>Autres dettes - Part courante</i>	-	-

Le Groupe bénéficie d'avances remboursables auprès d'OSEO au titre de programmes de recherche et d'innovation. Ces avances sont remboursables si et seulement si les objectifs commerciaux définis contractuellement ont été atteints. Le Groupe a perçu 2 591 milliers de dollars d'avances remboursables complémentaires sur l'exercice 2012. Aucune avance n'a été remboursée ni constatée comme définitivement acquise au cours des exercices 2011 et 2012. Le remboursement de ces avances est conditionné à l'atteinte d'objectifs de chiffre d'affaires sur les projets concernés.

23. Engagements de retraite et avantages assimilés

En France, le Groupe cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Au Royaume-Uni, le Groupe contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées.

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Provision pour engagements de retraite	1 183	1 749

Les variations de l'obligation au titre du régime à prestations définies durant l'exercice sont présentées ci-après

(en milliers de dollars)	2011	2012
Au 1 ^{er} janvier	897	1 183
Coût des services rendus au cours de la période	121	144
Coût financier	46	52
(Gains)/ pertes actuarielles	109	353
Différences de conversion	10	17
Variation de périmètre	-	-
Au 31 décembre	1 183	1 749

Les montants constatés au compte de résultat sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Coût des services rendus au cours de la période	121	144
Coût financier	46	52
Au 31 décembre	167	196

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2011	2012
Taux d'actualisation	4,30%	3,00%
Taux de revalorisation des salaires	3%	3%
Taux d'inflation	2%	2%

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs sont déterminées sur la base de conseils, de données provenant de statistiques publiées et de données historiques en France.

Les obligations comptabilisées au 31 décembre 2012 tiennent compte des dernières dispositions en matière de droit à la retraite.

La sensibilité des obligations relatives aux engagements de retraite par rapport aux variations du taux d'actualisation est la suivante :

	Changement d'hypothèse	Impact
Taux d'actualisation	Augmentation / Diminution de 8,3%	Augmentation / Diminution de 4,5%

24. Provisions pour autres passifs

Les provisions pour autres passifs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Litiges salariés	Litiges clients	Autres	Total
Au 1er janvier 2011	213	397	75	685
Impact sur le compte de résultat				
- Dotation aux provisions	-	-	-	-
- Reprises de provisions non utilisées	-	(163)	(61)	(224)
- Reprises de provisions utilisées	-	(130)	-	(130)
Ecarts de conversion	(8)	(4)	(1)	(13)
Au 31 décembre 2011	205	100	13	318

(en milliers de dollars)	Litiges salariés	Litiges clients	Autres	Total
Au 1er janvier 2012	205	100	13	318
Impact sur le compte de résultat				
- Dotation aux provisions	-	299	200	498
- Reprises de provisions non utilisées	-	-	-	-
- Reprises de provisions utilisées	(21)	(57)	-	(78)
Ecarts de conversion	6	6	4	15
Au 31 décembre 2012	190	348	217	754

a) Litiges sociaux

Le Groupe est sujet à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction du Groupe considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

b) Litiges clients

Des réclamations clients pourraient conduire à l'émission d'avoirs sur factures ou au paiement d'une franchise auprès de l'assureur en cas de prise en charge d'un litige d'origine technique.

c) Autres provisions

Le Groupe comptabilise le crédit d'impôt recherche lorsque toutes les conditions décrites en note 2.17 sont respectées. Dans certains cas, il se peut que toute la documentation nécessaire ne soit pas disponible au moment du dépôt de la demande de remboursement. Dans ce cas, le crédit d'impôt recherche est comptabilisé à l'actif du bilan et une provision est enregistrée.

25. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Maintenance	-	1 122
Licences	2 372	4 240
Avance sur commande non remboursable	-	6 460
Au 31 décembre	2 372	11 822

Les produits constatés d'avance relatifs à des activités de maintenance concernent principalement les contrats repris d'ESS (voir note 5).

Les produits constatés d'avance relatifs à des licences concernent principalement le contrat conclu avec Intel Corporation (voir note 7).

La Société a conclu un accord avec un client durant le second semestre 2012 au terme duquel elle a perçu une avance non remboursable liée à des commandes de produits à livrer d'ici le 30 juin 2013 au plus tard. Ce montant sera constaté en chiffre d'affaires au rythme de la livraison des produits et au plus tard le 30 juin 2013.

26. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Frais de recherche et développement	41 833	43 810
Paievements fondés sur des actions	328	369
Crédit d'impôt recherche	(7 054)	(7 863)
Subventions	(571)	(946)
Total	34 536	35 370

Le crédit d'impôt recherche varie en fonction de l'effort de recherche correspondant, celui-ci pouvant fluctuer de manière significative suivant les périodes en fonction de la nature et de l'avancement des projets en cours et des subventions encaissées.

27. Autres produits / (charges) opérationnels, nets

Les autres produits / (charges) opérationnels, nets, se décomposent de la manière :

(En milliers de dollars)	Exercice clos le 31 décembre	
	2011	2012
Frais externes attribuables à l'acquisition d'ESS	-	(554)
Coûts de restructuration liés à l'acquisition de SMS	(514)	(232)
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	(1 713)	-
Reprise de passif sur accord de licence non récurrente	829	-
Gains/ (pertes) de change opérationnels, nets	-	(2 025)
Total	(1 398)	(2 811)

Les pertes et gains de change opérationnels sont relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnels dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées. Cette méthode de présentation préférentielle en normes IFRS a été appliquée pour la première fois en 2012.

28. Charges par nature

Les charges par nature se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Achats de wafers y compris variation de stocks	71 116	60 020
Produits semi-finis et consommés	21 649	15 896
Amortissement et dépréciations	4 468	4 972
Salaires et traitements	45 461	47 432
Sous-traitance	10 318	7 982
Service extérieurs	7 030	11 900
Frais de voyage et d'animation	4 103	3 768
Loyers des bâtiments et des bureaux	2 950	2 921
Marketing et publicité	1 112	1 158
Honoraires, commissions et redevances	5 349	5 305
Subventions et crédit d'impôt recherche	(7 625)	(8 570)
Frais externes liés aux acquisitions	436	533
Dotations aux amortissements et aux provisions des actifs acquis	6 273	4 517
Autres	3 292	1 491
Total	175 930	159 325

29. Charges liées aux avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Salaires et traitements	30 207	33 715
Charges sociales	11 063	11 697
Paiements fondés sur des actions	2 000	1 880
Engagements de retraite	190	141
Total	43 461	47 432

30. Produits / (charges) financiers, nets

Les produits / (charges) financiers se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Pertes de changes	(4 628)	(1 394)
Intérêts financiers	(876)	(854)
Charges financières	(5 504)	(2 248)
Gains de change	6 936	1 118
Intérêts financiers	71	872
Produits financiers	7 007	1 990
Résultat financier	1 503	(258)

Les pertes et gains de change sont relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation en dollar US au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros.

31. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'analyse de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Impôts calculés sur la base des taux d'impôt applicables dans les différents pays		
- Royaume Uni	-	156
- Etats-Unis	(69)	(90)
- Singapour	-	(0)
- Pologne	(5)	(8)
- Hollande	-	(8)
- Finlande	-	-
	(74)	51

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui résulterait du taux d'imposition calculé sur la base du taux d'impôt applicable en France en raison des éléments suivants :

	2011	2012
Résultat avant impôt	(22 959)	(37 380)
Impôt calculé sur la base du taux d'impôt applicable dans la société mère (34,43%)	7 905	12 870
Impact des différences de taux d'imposition	(44)	(30)
Effet d'impôt sur		
Déficits reportables de la période non constatés	(9 606)	(14 784)
Crédit d'impôt recherche non assujetti à l'impôt	2 519	2 644
Paiements fondés sur des actions non déductibles	(688)	(687)
Autres différences permanentes	(159)	37
Impôt effectif	(74)	51

L'impôt différé actif non comptabilisé correspondant aux déficits reportables des entités françaises qui sont imputables sans limitation de durée sur les futurs profits taxables s'élève à 56 773 milliers de dollars au 31 décembre 2012 (40 851 milliers de dollars au 31 décembre 2011).

32. *Résultat par action*

(a) *De base*

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

	2011	2012
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers de dollars)	(23 033)	(37 485)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulations	21 703 410	31 586 909
Résultat net par action (en dollar)	(1,06)	(1,19)

La variation du résultat par action provient essentiellement des augmentations de capital réalisées en cours d'année qui impactent le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

(b) *Dilué*

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Le Groupe possède trois catégories d'instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif : des actions gratuites, des bons de souscription et des options sur actions.

Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées :

	2011	2012
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 703 410	31 586 909
Ajustements		
- Actions gratuites	-	509 870
- Bons de souscription d'actions	34 132	-
- Options sur actions	187 620	-
Application de la « treasury method »	(157 506)	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	21 767 656	32 096 779
Résultat dilué par action (en dollar)	(1,06)	(1,17)

L'attribution définitive des actions gratuites, bons de souscription et options sur actions dans le cadre de certains plans en cours est conditionnée à la survenance d'un évènement de liquidité (introduction en bourse ou cession majoritaire). L'introduction en bourse ayant été réalisée le 17 février 2012, les actions gratuites, bons de souscription et options sur actions relatifs aux plans en cours d'attribution concernés ont été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action.

Les bons de souscriptions et options sur actions relatifs aux plans en cours ont un prix d'exercice supérieur au cours de l'action au 31 décembre 2012 et n'ont donc pas été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action.

Pour les besoins du tableau ci-dessus, les bons de souscription et les options sur actions sont prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué par application de la "treasury method". Cette méthode consiste à affecter le produit résultant de l'exercice des bons de souscription et des options sur actions pour racheter des actions ordinaires en circulation.

Lorsque la conversion des options a pour effet de porter la perte diluée par action à un montant supérieur à la perte de base par action, l'effet de la dilution n'est pas pris en compte.

33. Engagements

(a) Investissements

Les acquisitions d'immobilisations engagées mais non encore réalisées à la date de clôture sont détaillées ci-après :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Equipement	-	288
Licences	-	-
Total	-	288

(a) Engagements au titre des contrats de location simple

Le Groupe loue des bureaux dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. La majorité de ces contrats de location sont renouvelables à la fin de la période de location aux prix du marché.

Le Groupe loue également certains équipements sous des contrats de locations résiliables.

Les paiements futurs minimum concernant les contrats de location non résiliables sont les suivants :

(En milliers de dollars)	2011	2012
Location - paiements futurs minimum		
A moins d'un an	1 356	738
Entre 1 et 5 ans	1 932	199
A plus de cinq ans	-	-
Total	3 288	937

La Société a signé en août 2012 un contrat de bail portant sur un bâtiment en l'état futur d'achèvement qui abritera son futur siège social. La durée initiale de ce contrat de location est de six ans. La Société s'est engagée à louer environ 5 500 mètres carrés de bureaux à compter de la mise à disposition de l'immeuble prévue au mois de juillet 2013. Les paiements de loyers futurs au titre des six années s'élèvent à environ 6 016 milliers de dollars et ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus.

(c) Autres engagements

(En milliers de dollars)	2011	2012
Engagements d'achat de wafers à LFoundry	48 690	27 061
Contrat de location financement signé - Matériel non reçu	-	-
Cautions données	390	390
Total	49 080	27 451

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation le 30 septembre 2010, le Groupe s'est engagé à reprendre certains engagements d'Atmel Corporation d'acheter un nombre minimum de wafers à la société LFoundry sur une base annuelle dégressive pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'acquisition, à un prix déterminé à l'avance.

34. Transactions avec les parties liées

(a) Transactions avec les entreprises liées

Trois membres du conseil de surveillance de la Société ont été également administrateurs de la société Mobiwire (anciennement Sagem Wireless, aujourd'hui en liquidation) sur 2011. Le Groupe a réalisé des transactions avec Mobiwire en 2010 et jusqu'au 1^{er} trimestre 2011. Chacune des transactions, dont le montant n'est pas significatif, a été négociée sans l'implication personnelle des membres du conseil de surveillance concernés et la direction du Groupe estime qu'elles ont été conclues avec suffisamment d'indépendance et conformément à des conditions normales de marché.

Le Groupe achète des prestations de conseil et d'audit à la société Leyton & Associés, dont le Groupe et Leyton & Associés ont pour actionnaire commun la société d'investissement GIMV. Ces prestations ont été conclues à des conditions normales de marché, sans l'implication de l'actionnaire commun, et se sont élevées à 201 milliers de dollars et 227 milliers de dollars pour 2012 et 2011, respectivement.

(b) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du directoire. Les rémunérations versées ou à verser aux principaux dirigeants sont les suivantes :

(en milliers de dollars)	2011	2012
Salaires et traitements	1 451	1 519
Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres	1 184	920
Total	2 635	2 439

35. Evénements postérieurs à la date de clôture

Le 5 mars 2013, le Groupe a annoncé un projet d'évolution de sa stratégie conduisant notamment au lancement d'un projet de réorganisation de ses activités dans le monde. Le plan de réorganisation sera détaillé dans le courant de l'année 2013. Les impacts de ce plan sur les états financiers seront comptabilisés lorsqu'il sera formalisé et que l'estimation du coût sera suffisamment précise pour constituer une obligation implicite pour le Groupe.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu après la clôture des comptes au 31 décembre 2012.

36. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 comprennent les comptes d'Inside Secure, la société mère, ainsi que ceux des entités suivantes :

Pays	Société	Pourcentage de détention	
		2011	2012
Etats-Unis	Inside Secure Corporation	100%	100%
Singapour	Inside Secure (Asia) Pte Ltd	100%	100%
Pologne	Inside Secure Sp.z.o.o.	100%	100%
France	Vault-IC France SAS	100%	100%
Royaume Uni	Vault-IC UK Ltd	100%	100%
Pays-Bas	INSIDE Secure B.V	-	100%
Pays-Bas	INSIDE Secure Amsterdam B.V	-	100%
Finland	INSIDE Secure Oy	-	100%

Le Groupe a acquis Embedded Security Solutions le 1er décembre 2012. La transaction a été réalisée par transferts d'actifs et passifs, mais également par acquisitions d'actions de sociétés. Dans ce cadre, le Groupe a acquis 100 % des actions de INSIDE Secure B.V (anciennement AuthenTec B.V), elle-même détentrice de 100% des actions de INSIDE Secure Amsterdam B.V (anciennement AuthenTec Amsterdam B.V) et de 100% des actions d'INSIDE Secure Oy (anciennement AuthenTec Oy), des sociétés dédiées principalement à l'activité de recherche et développement et au marketing des produits.